



La liberté est un droit, Vacciner est un choix

MANIFESTATION SAMEDI 9 SEPTEMBRE 14h
DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ & DE LA SOLIDARITÉ
POUR PROTESTER CONTRE LE PROJET DE LOI DE MME BUZYN
DE RENDRE OBLIGATOIRE
11 VACCINS POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 2 ANS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 3 Septembre 2017

Nous sommes à 8 jours de la manifestation et nous vous informons que la mobilisation se renforce ! De nombreux français prennent conscience des enjeux gravissimes de la nouvelle politique sanitaire. Beaucoup vont traverser une partie du pays pour être à nos côtés lors de cette grande manifestation nationale. Nous n'admettrons jamais qu'un Ministère néglige ses obligations, oublie toute réserve et piétine la volonté du peuple qu'il devrait protéger et servir. Nous récusons encore plus les méthodes utilisées : détournement des grands médias, intimidation, absence de vrai débat, mépris du fonctionnement de l'appareil législatif, stigmatisation de l'opposition, etc. dignes de fonctionnements totalitaires.

Mme Touraine, déjà, n'a pas servi les intérêts des Français. Pour ne pas se mettre en délicatesse avec les industriels, elle a cherché à gagner du temps tout au long de son quinquennat et a fini par nommer les "experts" les moins indépendants possibles (Mme HUREL, Pr FISCHER), pour organiser des simulacres de débats et de "concertation". Alors qu'elle avait conforté les familles françaises dans leur exigence du retrait de l'adjuvant aluminique pendant la campagne électorale de François Hollande, non seulement, elle n'a pas tenu parole, mais elle a validé les conclusions de la commission FISCHER (qui a étouffé la parole du jury citoyen et du jury de professionnels de santé la composant) concernant l'élargissement de l'obligation. Cette décision a été entérinée par Mme Buzyn. Voilà comment on redonne confiance en la vaccination : on manque à ses engagements, on se contredit, on manipule, on bâillonne et pour finir on oblige... Provisoirement nous promet-on, nous n'en sommes plus à une entourloupe près. Alors que la méfiance provient des mensonges des gouvernements successifs, comment pourrions-nous accorder le moindre crédit au caractère provisoire de cette obligation?

Nous n'avons pas confiance en cette promesse et nous avons bien raison.

Nous avons à présent une Ministre qui entend que les parents "se mettent en ordre de marche", vocabulaire quasi martial au sein d'un Macronisme qui nous a vendu de la politique libérale à tour de bras. Voyez plutôt.

Dès son investiture, Le Président de la République Emmanuel Macron a prononcé un discours solennel à Versailles, il s'est exprimé avec fougue :

*"Le premier principe doit être la recherche d'une **liberté forte**... Notre devoir est d'**émanciper** nos concitoyens. C'est-à-dire leur permettre de ne pas subir leur vie mais bien d'être en situation **de la choisir**. De pouvoir **"faire" là où trop souvent nos règles entravent au prétexte de protéger**. Je crois à cet esprit des Lumières qui fait que notre objectif à la fin est bien l'autonomie de **l'homme libre, conscient et critique**. **La liberté forte, c'est la liberté de choisir sa vie**. Car la liberté est ce qui réconcilie liberté et égalité, justice et efficacité. La liberté d'expérimenter, mais aussi la liberté de se tromper sont des libertés qui restent à construire.... **Donner en revanche à l'administration des pouvoirs illimités sur la vie des personnes, sans aucune discrimination, n'a aucun sens, ni en termes de principes ni en termes d'efficacité.**"*

Monsieur le Président ne croyait pas si bien dire, nous adhérons totalement à ses propos, et nous lui demandons de mettre en pratique d'aussi beaux principes par des actes forts : puisque le but ultime de la commission Fischer est d'arriver à la liberté, en matière vaccinale, mettons-nous tout de suite à la page et levons ensemble toute obligation, dès maintenant.

Concernant les risques post-vaccinaux, Madame Buzyn déclare "prendre ses responsabilités". De quoi parle-t-elle ? De se substituer à celles des parents ? Comment assumera-t-elle les conséquences familiales de tels drames depuis son fauteuil, dans lequel elle prépare, de surcroît, une loi de déresponsabilisation pour les laboratoires ? Elle dit vouloir "convaincre et non sévir". La tâche est compliquée par toute cette malhonnêteté ! Voilà pourquoi, elle prévoit une "pédagogie" outillée de menaces et de poursuites judiciaires. Le message tacite est : "Obéissez, et au pas !" Nous verrons pour votre "liberté" d'ici quelques années, "selon notre bon vouloir". La ministre entend appliquer une politique dictatoriale, ni plus ni moins.

Les familles qui refusent la vaccination pour leurs enfants ne sont pas égoïstes, inconscientes, irresponsables, encore moins "typiquement françaises".

Ce qui n'est relayé par aucun grand média, c'est qu'une révolte pour la liberté vaccinale gronde dans le monde entier !

Une loi similaire est passée début août en Italie. Depuis, Mme Lorenzin a amorcé un recul, réduisant de 12 à 10 les vaccins obligatoires. Mais les manifestations se poursuivent partout dans le pays, et certaines provinces entendent attaquer cette loi qu'elles ne veulent pas appliquer. Une manifestation est prévue à Berlin, une semaine après la nôtre, pour rejeter le projet de rendre une vaccination obligatoire en Allemagne.

Suite à la présentation d'un projet d'obligation devant son parlement, la Suède n'a pas faibli. Elle a décrété que l'obligation vaccinale était inconstitutionnelle. Les populations qu'on nous présente comme "disciplinées", (face à nous "latins insoumis") sont en réalité tout aussi hostiles que nous à la perte de liberté et à la coercition.

Des manifestations ont lieu aux quatre coins de la planète : Australie, USA, Argentine, Uruguay, Allemagne, Italie, Pologne, Rép Tchèque, Roumanie. On est bien loin de ce qu'on voudrait désigner comme une "spécificité française" ou une marginalité anti-vaccinale !

Des voix s'élèvent pour proposer d'autres solutions que l'élargissement de l'obligation, car enfin, ce que cela signifie, c'est que la confiance est rompue. On ne la rétablira certes pas par le passage en force ou la contrainte.

Pour commencer il faut donc, non pas élargir l'obligation vaccinale, mais au contraire **lever toutes les obligations vaccinales en France et dépénaliser tout refus de vaccination**. Actuellement trois familles en France au moins sont menacées de prison pour n'avoir pas effectué un vaccin qui n'est plus disponible en France depuis 9 ans. C'est juste intolérable.

Ensuite, il est nécessaire d'**organiser une pharmacovigilance efficace et transparente**. Pour ce faire, il faut simplifier les procédures de déclaration d'effets indésirables destinées aux médecins, afin qu'ils ne se heurtent pas à des difficultés administratives dissuasives (leur responsabilité ne s'engageant pas au delà d'un signalement). Il serait souhaitable que ces déclarations soient consultables par le public dans le respect de l'anonymat des patients. Par ailleurs, si on souhaite réorganiser la pharmacovigilance de manière efficace, il faut également sanctionner tout médecin qui refuserait de faire de telles déclarations simplifiées. Les données actuelles nous apprennent que **la pharmacovigilance n'enregistre que 1 à 10 % des accidents post vaccinaux graves**. Cela ne peut plus durer.

Enfin, **il est indispensable que les médecins critiques ou sceptiques vis-à-vis de la vaccination ne soient plus menacés de radiation**. Dans un pays qui se veut démocratique, ils devraient pouvoir exercer leur Art selon leur expertise et leur conviction.

En ce qui concerne **les victimes, il y a urgence quant à leur reconnaissance** et à leur prise en charge. L'abandon des personnes handicapées suite à une réaction vaccinale, et de leur famille, est non seulement scandaleuse mais elle participe grandement de la méfiance que le gouvernement décrie. Pour illustrer le déni des responsables concernant les victimes, citons Marc Girard, Directeur d'une unité chez Pasteur Meyrieux : "*On n'est pas là pour les pauvres clochards sur le trottoir*". Un mépris tout simplement insupportable et inadmissible de nos jours.

Pour conclure, envers et contre d'autres inclinaisons malsaines de la Ministre, nous exigeons **la disparition des liens et conflits d'intérêts au sein des instances décisionnaires**. Nous, lanceurs d'alerte, associations, citoyens et familles, entendons respecter des mesures sans iniquité, des lois dignes de ce nom et en finir avec des moeurs d'un autre temps.



ENSEMBLE *pour*
la LIBERTÉ VACCINALE

Sa
me
di
14h

09
Sep
tem
bre

LA LIBERTÉ
EST UN DROIT,
VACCINER
EST UN CHOIX.

14 Avenue Duquesne, 75007 PARIS ↷
Ministère des Solidarités et de la Santé

La Ministre de la Santé **IMPOSE**
↷ **11 VACCINS** OBLIGATOIRES
pour tous les nourrissons.

Il n'y a NI ÉPIDÉMIE,
NI URGENCE de santé publique

Ne pas jeter sur la voie publique / IPNS

- @EnsemblePourUneVaccinationLibreEvenement
- @mouvementEPVL
- www.epvl.eu

